

Enquête sur la nutrition dans les budgets nationaux



S'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR

Analyse de budget pour la nutrition - par le Mouvement SUN, pour le Mouvement SUN

Les décideurs politiques ont besoin de données fiables leur permettant de prendre des décisions éclairées quant à la répartition des ressources pour la nutrition dans les budgets nationaux. Un système global et universellement accepté de suivi des investissements pertinents pour la nutrition contribuerait considérablement aux efforts du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN). Ce document présente un résumé concis des étapes initiales du Mouvement SUN pour développer un tel système basé sur les efforts déployés par un certain nombre de pays membres pour examiner l'allocation des ressources pour la nutrition. Il est focalisé sur l'utilisation par les pays membres, d'une méthodologie commune (l'approche en 3 étapes) pour créer une vue d'ensemble consolidée de leurs budgets de nutrition et en établir les principales conclusions.

Il est prévu que d'autres pays membres passent par le même processus d'analyse en temps opportun pour analyser leurs allocations budgétaires et que, dans une phase ultérieure, ils analysent leurs dépenses réelles par rapport aux allocations. Il est en outre à espérer qu'ils vont explorer l'évolution des dépenses au fil des ans et à travers différents secteurs. Les chiffres pourront par la suite être consolidés au niveau global pour fournir une vue d'ensemble comme la vue préliminaire diffusée dans le Rapport mondial sur la nutrition 2015 et le Rapport annuel d'avancement 2015 du Mouvement SUN.

Messages clés

Les principales conclusions de cet exercice très instructif peuvent être résumées en termes de messages clés suivants :

- 1. L'approche en 3 étapes du Mouvement SUN est un moyen pratique pour identifier, classer et mesurer les allocations budgétaires. Bien que cet exercice donne un aperçu du montant budgétisé pour la nutrition, les résultats présentés ici ne sont pas équivalents aux dépenses effectivement engagées. Plus important encore, le processus génère un débat sur les actions entreprises par les secteurs clés et les parties prenantes dans la lutte contre la malnutrition.**
- 2. Les allocations budgétaires pour la nutrition du gouvernement sont modestes, mais sont similaires à des pourcentages rapportés par les donateurs par rapport à leurs budgets globaux (Rapport Mondial de la Nutrition 2014). Tout indique que la priorisation de la nutrition en tant que part du budget des donateurs et du budget national est faible.**
- 3. Plus d'argent est requis d'urgence pour des actions spécifiques à la nutrition à fort impact, mais ce besoin n'est pas abordé.**
- 4. De meilleurs résultats en matière de nutrition sont nécessaires en ce qui concerne les fonds alloués dans des secteurs clés.**

I. Enquête sur la nutrition dans les budgets nationaux

Besoin de transparence dans la budgétisation de la nutrition

La nécessité d'un meilleur suivi des investissements en matière de nutrition a été reconnue dès le lancement du Mouvement SUN. Le suivi des budgets est essentiel pour les décideurs politiques, ainsi que pour les citoyens et les donateurs. Les gouvernements ont besoin de données budgétaires fiables pour prioriser, planifier et prendre une décision sur les allocations financières, ainsi que pour suivre et évaluer la mise en œuvre de la politique (Picanyol 2014). Les citoyens veulent obliger les gouvernements à rendre compte des sommes qu'ils versent à travers les impôts, pour lesquelles ils ont besoin de transparence dans la façon dont les investissements publics sont réalisés. De même, les donateurs doivent rendre compte à leurs propres contribuables et démontrer que les fonds sont utilisés efficacement.

Le développement d'une approche commune d'analyse des budgets pour la nutrition au sein du Mouvement SUN permettra à terme à tous les pays membres de rendre compte de manière transparente sur leur propre situation, à la fois individuellement et collectivement. Cela permettra au Mouvement SUN dans son ensemble de s'assurer que non seulement la redevabilité pour les investissements dans la nutrition est garantie mais également, que ces investissements sont orientés vers des objectifs précis pour un meilleur effet.

Développer un guide adapté pour le suivi des ressources financières sur la nutrition : Une approche en 3 étapes

Le processus a commencé à la mi-2013, avec une revue des documents existants pour compiler les mécanismes disponibles tant au niveau international qu'au niveau des pays. Les efforts et les défis existants ont été examinés ainsi que les voies de recours disponibles. À la date en question, alors qu'il y avait eu des efforts systématiques au niveau international pour suivre les fonds des donateurs, peu d'informations étaient disponibles sur ce que les gouvernements faisaient pour suivre leurs propres investissements et quels outils étaient disponibles pour ceux qui voulaient le faire. La conclusion se focalisait sur un guide adapté prévu pour ces pays, tout en reconnaissant que le meilleur mécanisme pour chaque pays dépendra de leurs systèmes existants de gestion des finances publiques (GFP).

Une approche en 3 étapes a été proposée comme le moyen le plus pratique permettant aux pays de suivre les tendances concernant les allocations budgétaires. Elle est conçue pour permettre aux pays d'examiner les changements dans les allocations budgétaires et les dépenses réelles (si possible) au fil du temps : Elle ne propose pas de comparabilité directe des données entre les pays.

L'approche en 3 étapes est constituée comme suit :

- **Première étape - identification** : Identifier les éléments pertinents de la ligne budgétaire (par exemple, des programmes ou des services) grâce à une recherche par mot-clé. Le Mouvement SUN fournit une liste initiale de mots clés basée sur les documents existants¹. Cette liste a été adaptée par chaque pays afin de refléter les résultats et les actions dans leur plan national de nutrition ou, le cas échéant, leur Cadre commun de résultats.
- **Deuxième étape - Catégorisation** : Évaluer si les programmes trouvés entrent dans la catégorie des investissements " contribuant à la nutrition " ou "spécifiques à la nutrition " (en étroite consultation avec les parties prenantes). Les programmes spécifiques à la nutrition sont ceux avec un objectif nutritionnel clair, à savoir, toutes les activités et tâches sont axées sur la nutrition, tandis que les programmes " contribuant à la

¹ Geir et al., Méthodologie de suivi financier des donateurs SUN 2013, série du The Lancet sur le cadre d'action pour la nutrition maternelle et infantile SUN 2010, Cadre de suivi de l'AMS 2015

nutrition " sont ceux qui sont connus pour contribuer à d'importants déterminants de l'amélioration de la nutrition (par exemple, l'accès à un approvisionnement sécurisé en eau potable) ou ceux utilisés comme canaux de distribution pour les interventions spécifiques à la nutrition (par exemple les soins de santé maternelle, néonatale et infantile).

- **Troisième étape - Mesure** : Attribuer un pourcentage du budget alloué à la nutrition. Ce pourcentage devrait être fondé sur la catégorisation (Deuxième étape), mais également sur un appel de jugement par des experts nationaux. Il y a un compromis entre la précision et la reproductibilité et la transparence. Un examen détaillé de chaque programme en collaboration avec les experts peut établir avec plus de précision quelle en est le pourcentage pouvant être attribué à la nutrition. Cela ne devrait pas se faire au détriment de la reproductibilité et de la transparence si le processus est compliqué et encombrant.

L'approche en 3 étapes a été testée avec le Costa Rica et les résultats ont été présentés avec succès lors du Rassemblement Global 2014 du Mouvement SUN. Pour assurer la transparence et la reproductibilité, toutes les mesures prises ont été documentées en détail, et des sources de données spécifiques ont été fournies.

Accélérer les efforts des pays pour faire des rapports sur les allocations budgétaires pertinentes pour la nutrition

En janvier 2015, le Secrétariat du Mouvement SUN a publié un « appel à manifestation d'intérêt » dans les pays du Mouvement SUN invitant à accélérer leurs efforts dans l'élaboration des rapports sur les allocations budgétaires pertinentes pour la nutrition.

Les objectifs de cet exercice d'analyse budgétaire du Mouvement SUN étaient de :

- réaliser une estimation des allocations budgétaires totales pertinentes pour la nutrition dans tous les secteurs clés ;
- comprendre, de concert avec les ministères clés, les ministères et agences (MDA), la façon dont les investissements peuvent améliorer leur efficacité et portée ;
- construire des preuves pour le plaidoyer ;
- entrer dans un effort global plus large pour suivre les ressources financières pour la nutrition.

Les pays qui ont répondu à l'appel d'intérêt ont entamé le processus de collecte de données. Ils ont effectué la première étape en identifiant les allocations budgétaires potentielles pertinentes pour la nutrition. 30 pays ont répondu à l'appel d'intérêt, et parmi eux 16 ont effectué l'exercice de collecte de données eux-mêmes, 10 ont été soutenus par l'Institute of Development Studies (IDS), 2 ont été soutenus par Results 4 Development(R4D) et deux autres ont été soutenus par le projet SPRING financé par l'USAID.

Pays participants à l'exercice d'analyse budgétaire du Mouvement SUN :

- Pays et États d'Asie : Bangladesh, Indonésie, État indien du Mahārāshtra, Pakistan, Philippines, Népal, Tadjikistan, Vietnam, Yémen².
- Pays africains anglophones : Ghana, Kenya, Lesotho, Soudan du Sud, Gambie, Ouganda et Zambie.
- Pays africains francophones : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Tchad, Comores, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Madagascar, Mauritanie et Togo, (en plus du Mali et du Sénégal en qualité d'observateurs).
- Pays Latino-américains : Costa Rica, Guatemala et Pérou (en plus d'El Salvador en tant qu'observateur).

Les travaux ont abouti à quatre ateliers régionaux d'analyse budgétaire en avril 2015, soutenus par l'UNICEF au nom du Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN. L'atelier d'Asie a eu lieu en Thaïlande, les pays africains anglophones se sont réunis en Ouganda, les pays francophones se sont réunis en Côte d'Ivoire et les pays d'Amérique latine se sont réunis au Guatemala.

Les ateliers avaient un objectif technique aussi bien que politique. D'un point de vue technique, les ateliers ont permis de reconnaître le travail accompli pendant la phase de collecte de données et de progresser davantage avec l'approche en 3 étapes. Du point de vue politique, les ateliers ont été un outil puissant pour bâtir un consensus à travers un effort de collaboration et pour présenter l'exercice aux parlementaires et aux représentants des médias et de la société civile.

Les demandes qui ont émergé des quatre ateliers régionaux étaient :

1. fournir des conseils pour normaliser la catégorisation des interventions « contribuant à la nutrition » et « spécifiques à la nutrition ».
2. élaborer des recommandations pour relever les défis actuels, tels que l'identification des allocations pour le personnel.
3. élaborer des options pour harmoniser la « mesure » des interventions, en particulier de celles contribuant à la nutrition.
4. fournir des recommandations sur les prochaines étapes. En particulier sur :
 - a. l'approche pour utiliser les résultats de l'analyse budgétaire pour l'exercice de plaidoyer et de communication ;
 - b. l'approche pour suivre les dépenses réelles ;
 - c. l'approche pour suivre les allocations et les dépenses hors budget ;
 - d. Comment relier le suivi financier à la planification et à la mobilisation des ressources

² Le Yémen a commencé l'exercice, mais n'a pas pu le mener à terme en raison de la crise

II. Présentation et interprétation des données

En juin 2015, 30 Pays SUN avaient traversé les étapes 1 et 2, et 14 de ces pays avaient réalisé des progrès considérables pour l'étape 3⁴. L'analyse *préliminaire* qui suit est un témoignage sur le fait que cet exercice a été un bon point de départ pour les Pays SUN, avec des signes qu'il a déjà catalysé un fort désir de poursuivre systématiquement une analyse plus approfondie en fonction des besoins des pays.

Résultats obtenus à la fin de la première étape (identification) et la deuxième étape (catégorisation)

Il y avait un large éventail de ministères, départements et agences (MDA) à partir desquels les allocations budgétaires ont été tirées pour l'exercice, de 2 au Vietnam à 21 au Pakistan. Il y avait également un large éventail de lignes budgétaires identifiées allant de 11 aux Philippines à plus de 80 au Bangladesh, Lesotho, Togo, Ghana et Côte d'Ivoire. Dans ce dernier cas, elles reflétaient une structure de budget national fortement désagrégée ou l'utilisation d'ensembles de données existantes.

Les résultats provenant de 30 pays qui terminent la deuxième étape représentent la « limite supérieure³ » de toutes les allocations sélectionnées pour l'inclusion dans l'analyse et davantage subdivisées en allocations spécifiques à la nutrition et en allocations contribuant à la nutrition. Les limites supérieures vont de < 1 pour cent du budget total du gouvernement au Vietnam à > 7 pour cent au Bangladesh, Comores, Guatemala et Tadjikistan.

La limite supérieure moyenne pour les allocations spécifiques à la nutrition est de 0,47 pour cent et la limite supérieure moyenne pour les allocations contribuant à la nutrition est de 4,47 pour cent de parts du budget national.

³ Le montant maximal qui est potentiellement alloué à la nutrition, si nous avons supposé que tous les éléments budgétaires identifiés sont inclus sans assigner une mesure.

⁴ Les résultats ont fait l'objet de discussions à travers des consultations dans le pays et à travers quatre ateliers régionaux animés par l'UNICEF au nom du Réseau des Nations unies et du Secrétariat du Mouvement SUN. Chaque équipe de gouvernement de pays a décidé dans quels ministères, départements et agences (MDA) faire des recherches et quelles lignes budgétaires inclure dans l'analyse, donc les comparaisons des estimations générées entre les pays ne sont pas strictement valables.

Résultats pour l'étape 3 menée à terme (mesure)

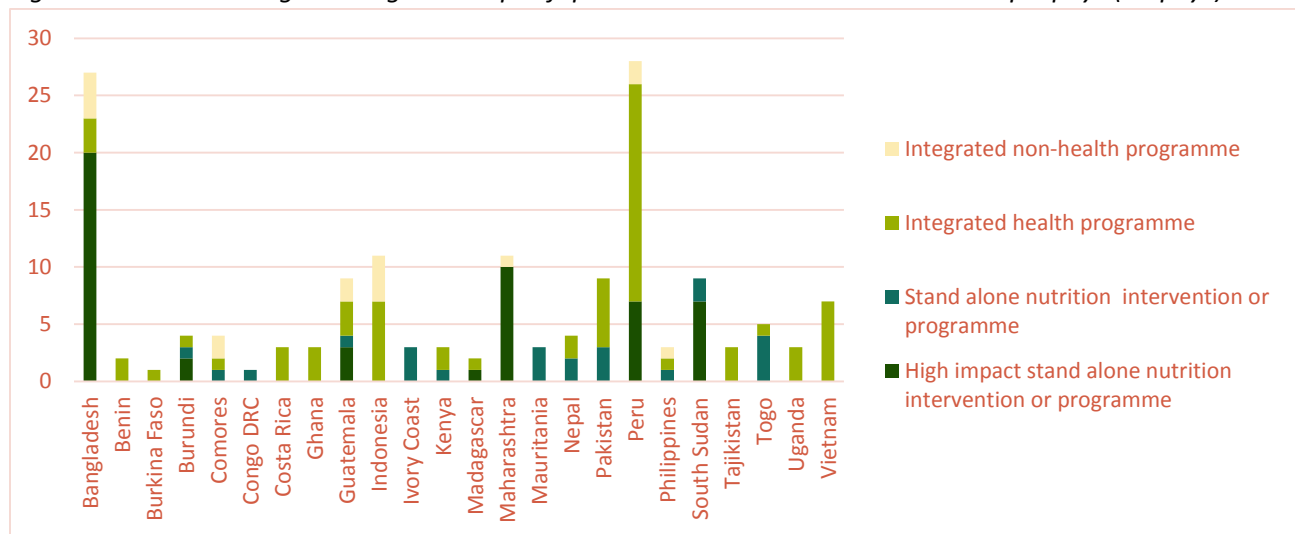
Pour les 14 pays qui ont terminé la troisième étape, les allocations totales après la mesure vont de 0,1 pour cent du budget total du gouvernement à 2,90 pour cent. La moyenne est de 1,34 pour cent. Ceci suggère que les allocations de nutrition du gouvernement sont très modestes, mais sont similaires à la part trouvée pour la nutrition dans le cadre de l'aide publique au développement (APD) dans le Système de notification des pays créanciers (SNPC) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), comme indiqué dans le Rapport Mondial de la Nutrition 2014 .

Dans ces pays, la mesure des allocations spécifiques à la nutrition représentait 94 % de la limite supérieure des allocations spécifiques à la nutrition et la mesure des allocations contribuant à la nutrition représentait 29 % de la limite supérieure des allocations spécifiques à la nutrition. La proportion d'allocations spécifiques par rapport aux allocations contribuant à la nutrition de 39 % est similaire au ratio de donateurs à 50 %, comme estimé dans le Rapport mondial sur la nutrition 2014.

Comprendre la composition des lignes budgétaires incluses dans l'analyse

Des lignes budgétaires spécifiques à la nutrition ont été identifiées par 26 pays et se trouvaient surtout dans les budgets des MDA qui fournissent des services de santé. Plus d'un tiers des pays ont été en mesure d'identifier les interventions ou programmes de nutrition *autonomes*. Neuf pays ont inclus des éléments de ligne budgétaire liés à des interventions spécifiques à la nutrition à fort impact pour atteindre la nutrition optimale des fœtus et des enfants. Huit autres pays ont au moins un élément de ligne budgétaire consacré à un programme de nutrition.

Figure 1 : Nombre de lignes budgétaires spécifiques à la nutrition trouvées dans chaque pays (26 pays)



Examen des lignes budgétaires contribuant à la nutrition

Chaque budget national est structuré différemment et afin de normaliser les résultats, un cadre d'analyse a été appliqué à chaque allocation identifiée comme contribuant à la nutrition. Des allocations ont été regroupées en cinq domaines sectoriels clés, tels qu'identifiés dans le Rapport Mondial de la Nutrition 2014 : la santé ;

l'éducation ; l'agriculture ; la protection sociale et ; l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH).

Vingt-cinq pays ont été en mesure d'identifier des lignes budgétaires contribuant à la nutrition à travers plus de quatre domaines sectoriels clés.

Figure 2 : Nombre de lignes budgétaires contribuant à la nutrition trouvées dans chaque pays dans les cinq domaines sectoriels clés

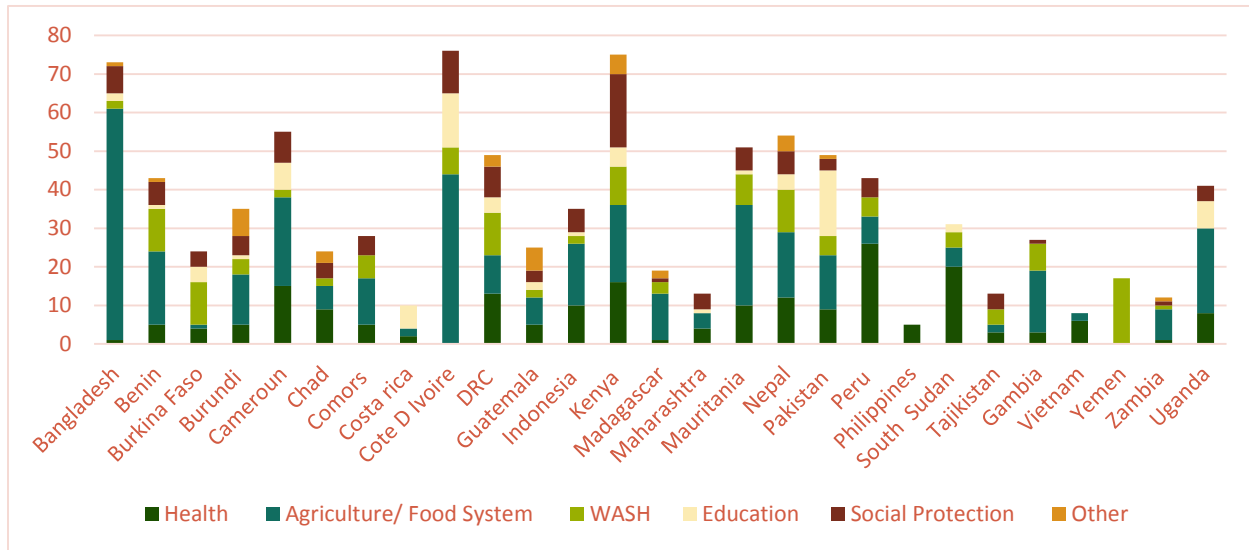


Tableau 1 : Aperçu récapitulatif des lignes budgétaires contribuant à la nutrition

Secteur	Nbre de pays	Nbre de lignes budgétaires	Plage de lignes budgétaires	Nombre de lignes budgétaires par pays
Agriculture	26	431	1 à 58 (Bangladesh) ⁵	6 pays avec jusqu'à 5 lignes budgétaires 4 pays entre 6 et 10 lignes budgétaires 16 pays avec plus de 10 lignes budgétaires (23 en moyenne)
Santé	26	338	1 à 83 ⁶ (Ghana)	15 pays avec jusqu'à 5 lignes budgétaires 3 pays entre 6 et 10 8 pays avec plus de 10 lignes budgétaires
WASH	24	197	1 à 30 (Togo)	12 pays avec jusqu'à 5 lignes budgétaires 5 pays entre 6 et 10 lignes budgétaires 7 pays avec plus de 10 lignes budgétaires
Protection sociale	26	138	1 à 17 (Côte-d'Ivoire)	18 pays avec jusqu'à 5 lignes budgétaires 4 pays entre 6 et 10 lignes budgétaires 4 pays avec plus de 10 lignes budgétaires (23 en moyenne)

⁵ Renvoie au pays avec le plus grand nombre de lignes budgétaires dans un secteur donné

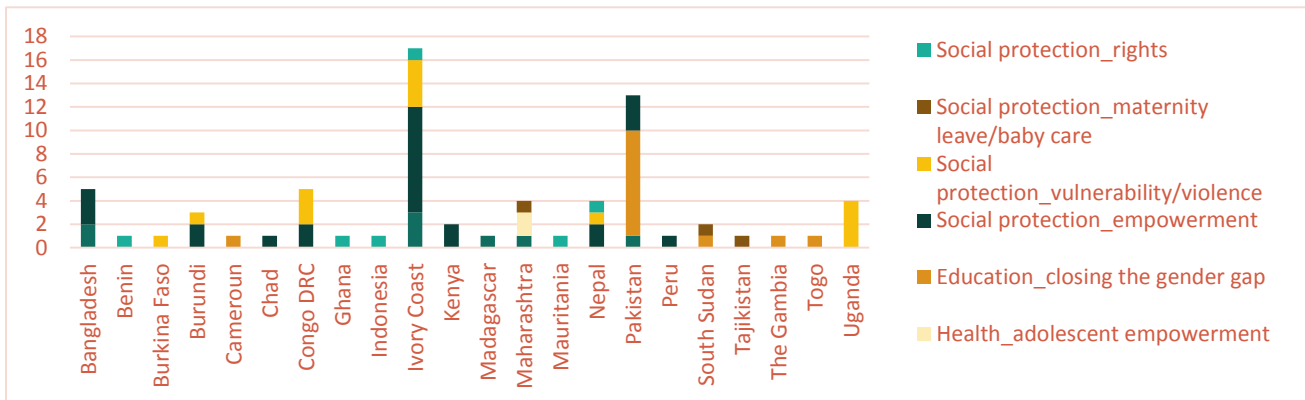
⁶ 69 / 83 lignes sont des sous-activités d'un programme intégré de santé maternelle, du nouveau-né, de l'enfant et des adolescents

Éducation	16	79	1 à 23 (Côte-d'Ivoire)	13 pays avec jusqu'à 5 lignes budgétaires 1 pays entre 6 et 10 lignes budgétaires 2 pays avec plus de 10 lignes budgétaires
------------------	----	----	------------------------	---

Identifier les lignes budgétaires tenant compte du genre

Vingt-deux pays ont été en mesure d'identifier les allocations contribuant au genre ; celles-ci étaient pour la plupart dans le domaine de la protection sociale et de l'éducation. Des lignes budgétaires identifiées comme liées au genre abordent des questions d'autonomisation de la femme, de protection contre la vulnérabilité et la violence et, dans une mesure nettement moindre, les droits et l'engagement politique. Seul le Tadjikistan a identifié une ligne budgétaire pour des indemnités de congés de maternité alors que le Sud-Soudan, et l'État indien du Mahārāshtra ont identifié des allocations pour établir des conditions de travail conviviales pour les bébés. Quatre pays (Pakistan, Bangladesh, Madagascar et Côte d'Ivoire) et l'État indien du Mahārāshtra ont fait des rapports sur des lignes budgétaires dans le domaine du secteur agricole principalement sur la sécurité alimentaire, l'élevage et la création de coopératives de productrices.

Figure 3 : Nombre de lignes budgétaires sexospécifiques trouvées dans chaque pays (22 pays)



Identification des lignes budgétaires pour la gouvernance de la nutrition

Bien que pas très répandues, les lignes budgétaires pour la gouvernance de la nutrition ont été identifiées. Celles-ci étaient :

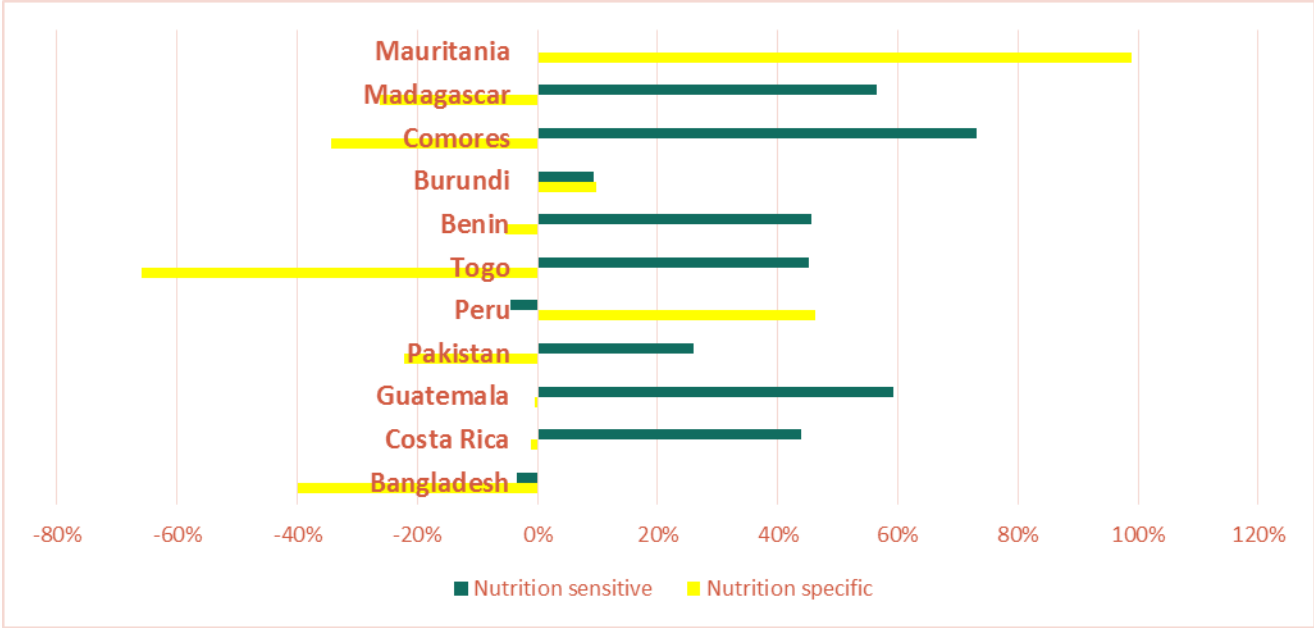
- les mécanismes de coordination pour la nutrition à Madagascar, au Bénin et en Zambie
- des institutions de recherche dédiées à la nutrition en RDC et aux Philippines
- des systèmes d'information sur la nutrition (autonomes et intégrés) au Bangladesh, Soudan du Sud, Zambie, Costa Rica, Pérou et Guatemala
- le renforcement de la bonne gouvernance aux niveaux national et sous-national au Ghana et au Tchad
- les technologies de communication et d'information au Kenya et au Tadjikistan

Changements entre 2013 et 2014

Douze pays ont fourni plus d'un point de données, onze pays parmi eux disposaient des données pour 2013 et 2014. La variance est analysée en prenant 2013 comme année de référence et en actualisant l'inflation au chiffre de 2014 afin que les deux chiffres soient aux « prix de 2013 ». Le graphique ci-dessous montre une diminution des

allocations pour les interventions spécifiques à la nutrition, à l'exception du Burundi et de la Mauritanie. Tous les pays, à l'exception du Bangladesh, affichent une augmentation des allocations contribuant à la nutrition⁷

Figure 4 : Variation relative entre 2013 et 2014 pour 11 pays (déflateur du PIB⁸ ajusté)



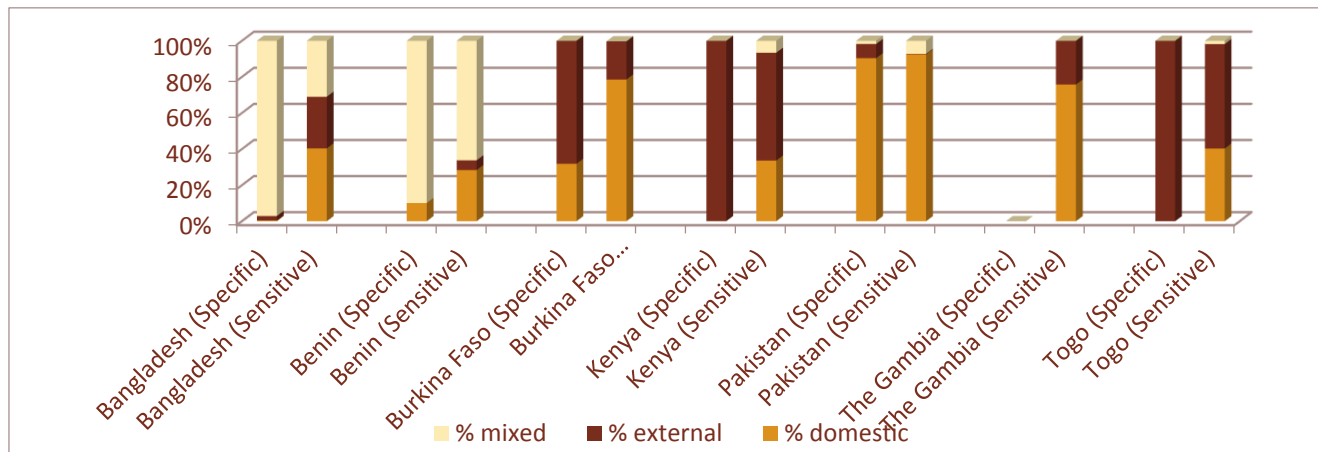
Sources de financement internes et externes

Sept pays ont été en mesure de fournir suffisamment de détails pour examiner les sources de financement afin de permettre une meilleure compréhension de qui investit où. Les sources de financement pour les lignes budgétaires spécifiques à la nutrition identifiées semblent être principalement externes ou mixtes (combinées

⁷ La composante « contribuant à la nutrition » de la Mauritanie n'est pas incluse dans l'analyse. La variation relative entre 2013 et 2014 qui équivaut à 1,017 % est due à de nouvelles lignes budgétaires pour la protection sociale (24 millions de dollars US) et aux activités d'approvisionnement en eau (35 millions de dollars US)

⁸ Source du déflateur du PIB : <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.DEFL.KD.ZG>

extérieures et intérieures) tandis que les sources plus internes sont identifiées comme les allocations contribuant



à la nutrition. *Figure 5 : Sources de financement pour les lignes budgétaires présentées (7 pays)*

III. Défis à surmonter

Identification et comptabilisation des allocations budgétaires relatives aux coûts de personnel

Un des obstacles à la réalisation d'une analyse budgétaire qui vise la comptabilisation des lignes budgétaires liées à la nutrition est de savoir comment identifier et évaluer les coûts de personnel tels que les salaires, les avantages sociaux et les frais généraux. En général, il est entendu que les travailleurs de première ligne dans des secteurs clés (santé, agriculture et systèmes alimentaires, approvisionnement en eau, éducation et protection sociale) sont au cœur du capital humain pour la nutrition. Dans certains cas, les lignes budgétaires liées au personnel sont ventilées au niveau départemental ou de programme et, par conséquent, peuvent être facilement identifiées. Cependant, dans la plupart des cas, les coûts liés au personnel sont présentés à l'échelle du ministère et, par conséquent, il est difficile d'attribuer une mesure appropriée à l'allocation totale.

Une solution découverte par les Pays SUN pour l'identification des allocations pour le personnel était relative à l'approche en 3 étapes : identifier d'abord le personnel affecté aux programmes pertinents (Étape 1), examiner leurs fonctions pour comprendre leur implication potentielle dans les programmes inclus (Étape 2) et enfin attribuer une mesure raisonnable (Étape 3) basée sur la poursuite de la consultation avec des experts, qui sont bien informés des programmes.

Attribution d'une « mesure » aux lignes budgétaires sélectionnées (Étape 3)

Quatorze pays ont franchi la troisième étape et ont choisi entre trois systèmes de mesure : 1) un double système basé sur la méthodologie des donateurs SUN (100 %, plus élevé et 25 %, plus bas) ; 2) un système quadruple (100 %, 75 %, 50 % et 25 %) ; 3) un éventail (100 %, le plus élevé et 5 % le plus bas). La troisième étape n'a pas été appliquée dans des pays comme le Pérou et le Guatemala qui ont un système de gestion de finances publiques pleinement développé fournissant une désagrégation au niveau de l'intervention / de l'activité.

Il y a deux cas où la mesure est jugée nécessaire. Tout d'abord, lorsque les détails opérationnels sont insuffisants pour discerner clairement les lignes budgétaires contribuant à la nutrition qui comprennent un programme *intégré*. Dans ce cas une mesure *prévisible* est appliquée pour refléter la quantité estimative d'activités de

nutrition dans le programme intégré et éviter de rapporter une surestimation. La quantité mesurée devrait alors être vérifiée grâce à des évaluations plus approfondies. Deuxièmement, lorsqu'il est nécessaire de tenir compte des coûts de capitaux nécessaires pour garantir les droits de nutrition de base tels que l'accès à l'eau potable (par exemple les programmes d'approvisionnement en eau), l'accès aux marchés pour l'achat d'aliments (par exemple, le développement rural) ou l'accès à l'éducation (par exemple, la construction d'écoles en milieu rural). Dans ce cas une mesure *théorique* est appliquée en fonction du résultat escompté et reflète la documentation. Cependant, il n'existe pas encore de consensus complet si les coûts en capital devraient être inclus dans l'analyse budgétaire et, si oui, quelle mesure devrait être attribuée (par exemple une mesure normalisée de 5 pour cent).

Le projet SPRING financé par l'USAID a entrepris un exercice très détaillé pour soutenir le Népal et l'Ouganda dans l'identification, la catégorisation et la mesure des allocations budgétaires liées à la nutrition dans les budgets à la fois du gouvernement et des donateurs. Les leçons clés sont la nécessité d'engager en permanence les experts nationaux, de valider les résultats de toutes les parties prenantes et de documenter le processus. L'importance de cette itération continue est également soulignée par tous les Pays SUN dans lesquels l'exercice a été réalisé.

Les outils de validation comme celui utilisé par SPRING (Pomeroy A. 2015) ou le Projet de liste de vérification contribuant à la nutrition développé lors du forum régional de Bangkok (Mutuma S. 2015) peuvent guider la réflexion. Cependant, la qualité de l'évaluation dépend de l'information disponible et du niveau de dialogue. Plus important encore, **le chiffre de la « mesure » ne peut pas être considéré comme l'équivalent d'un chiffre « réel »**.

Avertissements pour l'interprétation des résultats

Le processus a montré quelques limites ; premièrement, la sélection des MDA et des lignes budgétaires sur lesquelles le jugement et la disponibilité se basent ; par conséquent, on ne peut dire clairement si les mêmes critères sont suivis par chaque pays. Deuxièmement, les définitions et les hypothèses sous-jacentes de ce qui est spécifique ou contribue à la nutrition ainsi que des marges, peuvent ne pas être compatibles entre les pays. Troisièmement, les pays ont choisi entre trois systèmes de mesure dans le passage de la deuxième étape à la troisième étape.

Toutes ces limitations, cependant, ne nuisent pas à la capacité d'un pays à suivre ses propres allocations au fil du temps si les définitions et les hypothèses restent cohérentes. La reproductibilité et la transparence de l'approche en 3 étapes peuvent aider les pays à normaliser leurs paramètres et examiner leurs résultats afin qu'ils soient comparables et utilisables au fil du temps. Un processus d'harmonisation à travers les pays pourrait être possible si le processus est continuellement documenté et amélioré et si les résultats et les leçons sont publiquement disponibles.

IV. Poursuivre le chemin à parcourir

Cet effort collectif pour trouver un moyen convenu d'analyser les dépenses de la nutrition au sein du Mouvement SUN permettra en temps opportun aux pays SUN de faire des rapports sur leurs situations d'investissement en matière de nutrition. Cela permettra au Mouvement SUN dans son ensemble d'assurer que les investissements dans la nutrition ne sont pas seulement bien représentés mais aussi dirigés vers le meilleur effet.

Les données diffusées par les pays ont informé le flux de travail sur le plaidoyer sur " l'atteinte de l'objectif global de réduction du retard de croissance : Combien cela va-t-il coûter et comment pouvons-nous payer pour cela ? (Banque mondiale et Results for Development Institute 2015), présenté lors de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (Addis-Abeba, en Éthiopie, juillet 2015).

Dans un élan dynamique vers la transparence et la redevabilité, les chiffres et les tendances préliminaires, partagés par les points focaux de gouvernement SUN au nom de leurs plates-formes multi-acteurs, sont présentés dans le Rapport mondial sur la nutrition 2015 et dans le Rapport d'avancement annuel du Mouvement SUN.

Une priorité clé en 2016 consistera à soutenir davantage l'avancement de l'analyse du groupe des pays SUN qui a participé à l'exercice 2015. Des ateliers régionaux seront à nouveau lancés pour aider à faire avancer les pays qui ont déjà entrepris le travail et soutenir d'autres pays pour commencer. Cela impliquera de se focaliser sur le suivi des dépenses réelles et le suivi des ressources hors budget, telles que les contributions de la société civile et du secteur privé.

V. Conclusions

L'approche en 3 étapes du Mouvement SUN est un moyen pratique pour identifier, classer et mesurer les allocations budgétaires.

30 pays dans le Mouvement SUN démontrent qu'il est possible de suivre les allocations de nutrition dans les budgets nationaux. Les informations des politiques, stratégies et plans nationaux ou encore la présence d'un cadre commun de résultats pour la nutrition accepté dans tous les secteurs engagés, sont une condition primordiale pour jeter les fondements de l'approche en 3 étapes. Plus important encore, le processus génère un dialogue sur les actions entreprises par les secteurs clés et les parties prenantes dans la lutte contre la malnutrition.

Les allocations budgétaires de gouvernement pour la nutrition sont modestes, mais sont similaires à des pourcentages rapportés par les donateurs (Rapport Mondial de la Nutrition 2014).

Pour les 30 pays, la part limite supérieure moyenne du budget total du gouvernement est de 0,47 % pour les allocations spécifiques à la nutrition et 4,47 % pour les allocations contribuant à la nutrition. Pour les 14 pays qui ont assigné des mesures aux allocations pour la nutrition, les totaux varient de 0,06 % du budget total du gouvernement à 2,90 %. La moyenne est de 1,34 %.

Plus d'argent est requis d'urgence pour des actions spécifiques à la nutrition à fort impact, mais ce besoin n'est pas abordé.

Sur les 26 pays capables d'identifier les allocations budgétaires spécifiques à la nutrition, seule une poignée ont une allocation de la limite supérieure par habitant proche de la moyenne mondiale supplémentaire de 8 \$ par enfant qui est recommandée pour lutter contre le retard de croissance (Banque mondiale et Results for Development Institute, 2015). Pour les 7 pays qui ont établi des rapports sur les sources de financement, la majorité des fonds consacrés aux actions spécifiques à la nutrition provient des sources extérieures ou mixtes. La véritable tendance entre 2013 et 2014, montre que seuls deux pays, sur onze, ont augmenté leurs allocations spécifiques à la nutrition.

Un engagement plus fort en faveur de la nutrition est nécessaire par rapport à l'investissement financier réalisé dans des secteurs clés. Pour avoir un plus grand impact sur la nutrition, une image plus claire des bénéficiaires (directs et indirects) d'allocations budgétaires sectorielles à grande échelle est nécessaire.

Vingt-cinq pays ont inclus les allocations contribuant à la nutrition de plus de quatre domaines sectoriels clés dont la santé, l'agriculture, l'éducation, WASH et la protection sociale. Pour les 14 pays qui ont assigné une mesure, les allocations mesurées contribuant à la nutrition représentent 29 % de la limite supérieure des allocations contribuant à la nutrition. Pour les 7 pays disposant de données, le financement des allocations contribuant à la nutrition montre une part plus prépondérante des fonds nationaux ou mixtes par rapport aux fonds extérieurs. En outre, pour dix des onze pays avec des données de 2013 et 2014, les allocations globales contribuant à la nutrition semblent être en augmentation.

L'analyse budgétaire peut servir à diverses fins, du plaidoyer à travers la planification multisectorielle à la budgétisation et la redevabilité pour la nutrition.

L'accélération des progrès dans la réduction de la malnutrition appelle à la création d'alliances puissantes dans de multiples secteurs et à un engagement important pour mettre en œuvre les actions qui sont connues pour fonctionner. L'effort de développer une image cohérente *des allocations budgétaires spécifiques et contribuant à la nutrition peut créer une excellente occasion* de dialogue dans de multiples secteurs sur leurs allocations budgétaires et les galvaniser pour la nutrition. Les questions abordées fournissent une excellente base pour revenir à un cadre commun de résultats, au plan opérationnel, à l'estimation des coûts, et aux systèmes de notification. Ceci est bien sûr un processus cyclique et non pas un exercice ponctuel.

VI. Annexe 1 – Profils de pays : approche pour tirer le meilleur parti des données

À partir des données financières *préliminaires* recueillies à travers l'exercice d'analyse budgétaire, le Secrétariat du Mouvement SUN a résumé les conclusions en créant un profil pour chaque pays participant. Selon la quantité et le type des données budgétaires fournies, un profil de pays combine succinctement trois niveaux d'analyse : (1) allocations liées à la nutrition, (2) tendances temporelles, et (3) variations géographiques.

Le premier niveau d'analyse peut être effectué dans les 30 pays du Mouvement SUN qui ont réalisé l'exercice. Ce niveau couvre trois éléments principaux :

- Allocations liées à la nutrition dans tous les ministères, départements et agences (MDA) ;
- Allocations budgétaires spécifiques et contribuant à la nutrition ;
- Allocations liées à la nutrition dans cinq secteurs (santé, agriculture, éducation, protection sociale et WASH).

En outre, un sous-ensemble de pays fournit des allocations budgétaires « mesurées » (14 pays), sources de fonds (7 pays) et dépenses prévues contre dépenses réelles (2 pays).

Mises ensemble, toutes ces informations présentent une image instantanée des allocations budgétaires dans un pays.

Le **deuxième niveau d'analyse**, qui est disponible uniquement pour un sous-ensemble de 12 pays, identifie les tendances sur deux ans ou plus (12 pays). Ce niveau d'analyse est particulièrement utile pour mettre en évidence des modèles longitudinaux de répartition à travers les MDA, les allocations spécifiques et contribuant à la nutrition et les allocations financières entre les secteurs. Lorsque les sources de financement sont disponibles, il permet d'identifier les variations temporelles dans les modèles d'allocation par des sources internes et externes.

Le **troisième niveau d'analyse** ventile les données budgétaires trouvées dans les premier et second niveaux à travers l'espace. Cette fonction d'analyse présente une image plus détaillée des allocations budgétaires liées à la nutrition par le suivi des tendances géographiques des allocations liées à la nutrition. Les données peuvent également être évaluées à travers le temps ce qui permet de capturer les modèles d'allocations géo-temporelles uniques à travers les MDA pertinents.

Le **profil de pays du Pakistan est utilisé comme un exemple** d'un profil de pays ci-dessous pour plusieurs raisons. Les données budgétaires fournies par le Pakistan sont analysables dans les trois niveaux d'analyse, ce qui contextualise les allocations budgétaires dans le temps et dans l'espace. Surtout, le modèle du Pakistan illustre comment les techniques de collecte de données peuvent mettre en évidence les allocations budgétaires liées à la nutrition par les MDA dans toutes les provinces et au fil des années.

VII. Analyse du profil budgétaire du Pakistan

	MONTANT (USD)	Par habitant (USD)	MONTANT (USD en 000)	Par habitant (USD)
Spécifique à la nutrition	190 744 426 \$	1,03 \$	Pas de données	Pas de données
Contribuant à la nutrition	1 545 547 964 \$	8,35 \$	Pas de données	Pas de données
Total	1 736 292 390 \$	9,38 \$	Pas de données	Pas de données

Figure 1 : Allocations liées à la nutrition en dollars US pour 2014

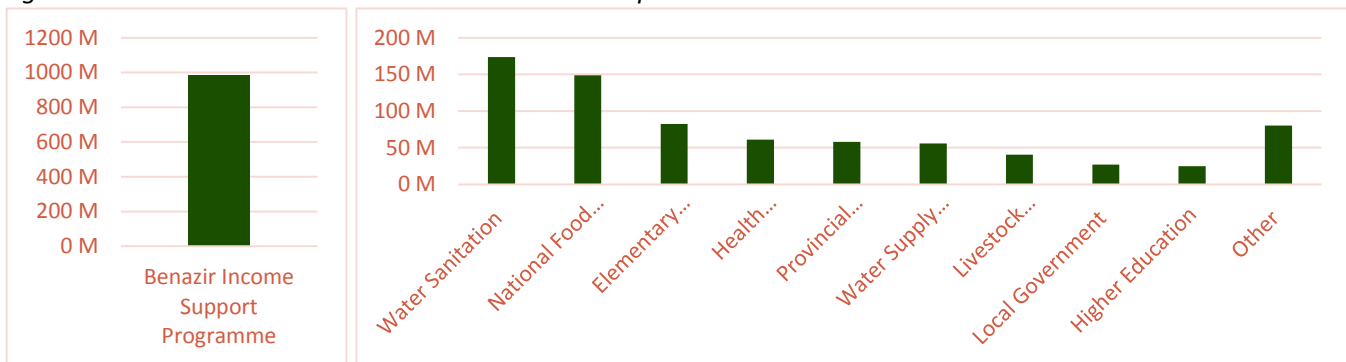


Figure 2 : Allocations spécifiques et contribuant à la nutrition en dollars US pour 2014

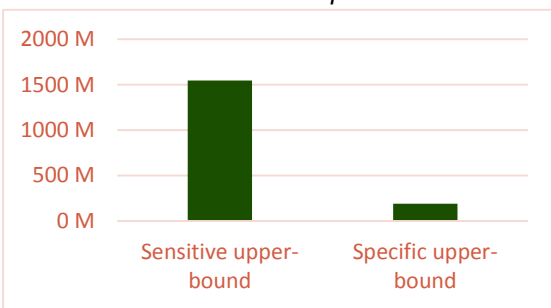


Figure 3 : Allocations de la limite supérieure dans tous les secteurs en dollars US pour 2014

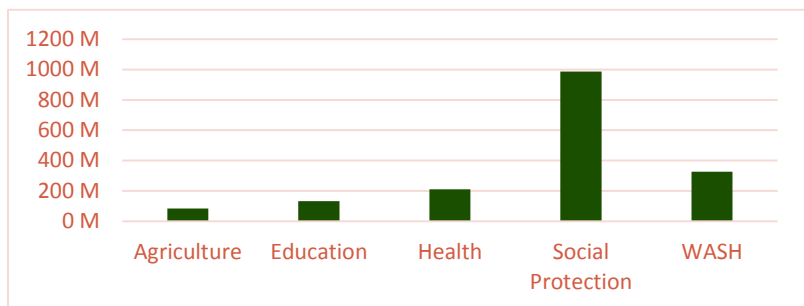


Figure 4 : Tendances dans les allocations de la limite supérieure (déflateur du PIB ajusté pour les prix de 2013)

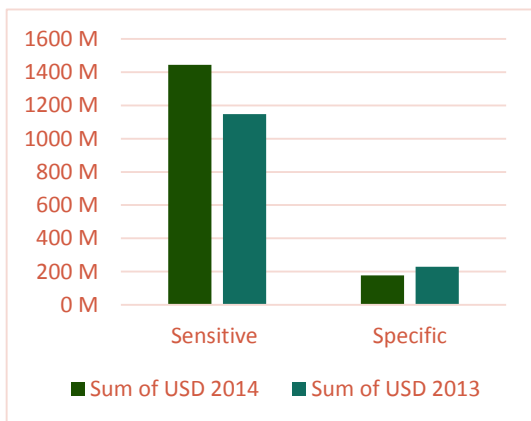
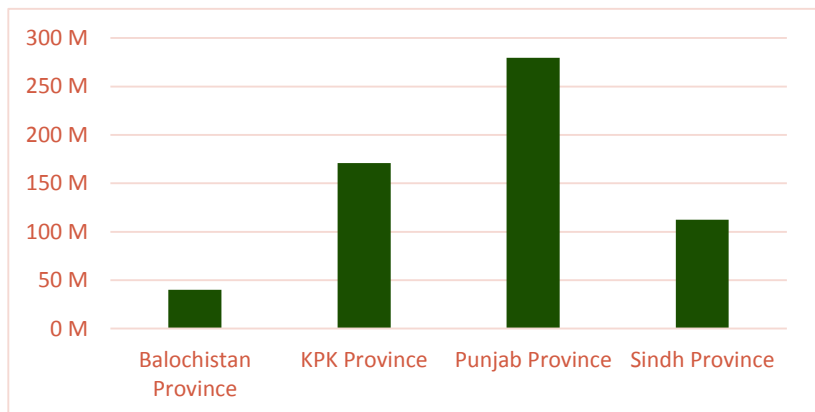


Figure 5 : Allocations de la limite supérieure entre les provinces en dollars US pour 2014



Profil de l'analyse budgétaire du Pakistan - note explicative :

La structure budgétaire du Pakistan est agrégée au niveau du programme. Cela signifie que chaque élément de la ligne budgétaire représente un programme. Avec cette information, l'analyse 2015 par le Pakistan identifie 58 programmes liés à la nutrition gérés par 21 MDA identifiés en 2014 pour un total de 9,38 dollars US par habitant (toutes les estimations en dollars US).

La **Figure 1** met en évidence les différences dans les allocations budgétaires à travers les 21 MDA identifiés. Ce chiffre comprend un graphique spécifique pour le programme de soutien du revenu de Benazir, car il représente 56 pour cent du budget total lié à la nutrition (5,32 \$ par habitant). Le graphique sur le côté droit montre les dépenses de 9 MDA, où l'agence d'approvisionnement en eau et d'assainissement consacre 10 pour cent du budget lié à la nutrition à un programme (0,94 \$ par habitant). Le département de la Santé du Pakistan gère 11 programmes totalisant 0,32 \$ par habitant. La nutrition liée à l'éducation est gérée par trois bureaux. Le ministère de l'Enseignement supérieur supervise 4 programmes (0,13 \$ par habitant), le ministère de l'Éducation primaire gère un programme (0,44 \$ par habitant), et le ministère de l'Éducation des filles gère deux programmes (0,09 \$ par habitant). Les 5 MDA restants présentés à la figure 1 (côté droit) gèrent 13 programmes liés à la nutrition totalisant 1,78 \$ par habitant. Enfin, 12 MDA sont regroupés dans la catégorie « Autres » (Les ministères de l'Éducation primaire et de l'Éducation des filles sont également regroupés comme « Autres »), et gèrent collectivement 28 programmes totalisant 5 pour cent du budget (0,35 \$ par habitant).

La **Figure 2** explique que 20 MDA connexes gèrent 49 programmes contribuant à la nutrition totalisant 8,35 \$ par habitant, tandis que 2 MDA supervisent 9 programmes spécifiques à la nutrition représentant 1,03 \$ des dépenses par habitant.

La **Figure 3** identifie que 2 MDA soutiennent le secteur de la protection sociale à travers 3 programmes (5,32 \$ par habitant), tandis que 5 MDA gèrent 5 programmes dans le domaine sectoriel WASH (1,76 \$ par habitant). Le secteur de la santé est supervisé par 3 MDA qui allouent collectivement 1,13 \$ par habitant grâce à la gestion de 18 programmes. Le secteur de l'agriculture est co-géré par 6 MDA à travers 14 programmes liés à la nutrition (représentant 0,45 \$ par habitant), tandis que le secteur de l'éducation alloue 0,71 \$ par habitant entre les 17 programmes liés à la nutrition exécutés par 4 MDA.

La **Figure 4** met en lumière les différents modèles d'allocations pour les programmes spécifiques et contribuant à la nutrition à travers le temps. La variance est analysée en prenant 2013 comme année de référence et en actualisant l'inflation au chiffre de 2014 afin que les deux chiffres soient aux « prix de 2013 ». Une tendance à la hausse de 26 pour cent est identifiée entre 2013 et 2014 dans les allocations contribuant à la nutrition. Inversement, une tendance à la baisse de 22 pour cent entre 2013 et 2014 a été observée dans la répartition du budget des programmes spécifiques à la nutrition.

La **Figure 5** met l'accent sur les différences dans les dépenses de la nutrition dans les provinces. 7 MDA gèrent des programmes liés à la nutrition dans la province du Pendjab, où 10 programmes totalisent 16 pour cent du budget (1,51 \$ par habitant). 7 MDA supervisent également des programmes liés à la nutrition dans la province de KPK, où 15 projets enregistrés représentent 0,92 \$ de dépenses par habitant. La province du Baloutchistan est gérée par 5 MDA qui exécutent 10 programmes (0,21 \$ par habitant) tandis que la province de Sindh est administrée par 7 MDA qui mettent en œuvre collectivement 15 programmes liés à la nutrition, qui allouent 0,62 \$ par habitant.

Références

- Bhutta, Z.A, Das J.K., A. Rizvi, Gaffey M.F., Walker N., Horton S., Webb, P., Lartey, A., Black, R., (2013). "Evidence-based interventions for improvement of maternal and child nutrition: what can be done and at what cost?" *The Lancet* 382 (9891): 536-551
- Fracassi, P (2015). "Guidance notes for Step 2 (categorisation) and Step 3 (weighting)". SUN Movement, March. Available at http://ucx3x320eshgixppibt1rqg0.wpengine.netdna-cdn.com/wp-content/uploads/2015/05/150406_Guidance-Note_Step-2-and-Step-3_PF.pdf
- Fracassi, P. and C. Picanyol (2014). "Tracking Government Investments for Nutrition at Country Level". SUN Movement, July. Available at http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2014/08/140703_EN_SUMMARY-3-STEP-APPROACH_Tracking_Domestic_Investments_for_Nutrition.pdf
- Fracassi, P., C Picanyol, Edwyn Shiell, Hilary Roger, Helen Connolly, Hugh Bagnall-Oakeley, Louis-Marie Poitou, Mary D'Alimonte, Jakub Jan Kakietek, Shaoyu Lin, Sasha Lamstein, Shan Shoe-Lin, Thuy Nguyen, Vagn Mikkelsen, William Knetchel, and Steffen Jonathan (2015), "Budget Analysis: Estimating the potential spending for nutrition in SUN Countries" SUN Movement, Draft. *Forthcoming*
- Geir, I., Ravishankar, N., Benezet, M., Offosse, Mj., Zere Asbu E. and Lwanga D., (2011) "Developing a resource tracking system for measuring spending on nutrition in low and middle-income countries". Bethesda, MD: Health Systems 20/20, Abt Associates.
- International Food Policy Research Institute (2014) *Global Nutrition Report 2014: Actions and Accountability to Accelerate the World's Progress on Nutrition*. Washington DC.
- International Food Policy Research Institute (2015) *Global Nutrition Report 2015: Actions and Accountability to Advance Nutrition and Sustainable Development*. Washington DC.
- Mutuma, S (2015). "Nutrition-Sensitive Draft Check List". Draft. August. *Forthcoming*
- Picanyol, C (2014a). "Tracking Investments on Nutrition". Working Paper. SUN Movement, January, available at <http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2013/02/140120-Tracking-Investments-on-Nutrition.pdf>
- Picanyol, C (2014b). "Is there a better way to track nutrition spending?" in 'Global Nutrition Report 2014: Actions and Accountability to Accelerate the World's Progress on Nutrition', International Food Policy Research Institute. Washington, DC. November. Available at http://globalnutritionreport.org/files/2014/11/gnr14_pn4g_11picanyol.pdf
- Picanyol, C., Susan Horton, Andrews Chautala, Helen Connolly, Patrizia Fracassi, Jean François, Ferew Lemma, Charles Mwamwaja, Pura Rayco-Solon and Noel Marie Zagre (2015). "Tracking Investments on Nutrition in Africa: Experience from four countries". OPM Working Paper. March. Available at <http://www.opml.co.uk/sites/default/files/Working%20Paper%202015-01%20-%20Tracking%20Investments%20in%20Nutrition%20in%20Africa.pdf>
- Pomeroy-Stevens, A, A D'Agostino, H Merchant, J Wun, A Muzoora, M B Shrestha, N Adero, and I Sharma. 2015. *For the Long Haul: Financing Sustained Commitment to Nutrition. Technical Brief #2, Pathways to Better Nutrition Case Study Evidence Series*. Arlington, VA. Strengthening Partnerships, Results, and Innovations in Nutrition Globally (SPRING) project.
- Ruel, M.T. and Harold Alederman, (2013). "Nutrition-Sensitive Interventions and Programmes: how can they help to Accelerate Progress in Improving Maternal and Child Nutrition?" *The Lancet* 382 (9891): 536-551
- Spratt, S., Mutuma, S., Hauenstein, S., Lort-Philips, H., (2013) "Aid for Nutrition : Maximizing the Impact of Nutrition-Sensitive Interventions". Action Against Hunger, ACF International.
- SUN Donor Network (2013). "Methodology and Guidance Note to Track Global Investments in Nutrition". December. Available at http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2013/12/RESOURCE_TRACKING_METHODODOLOGY_SUN_DONOR_NETWORK.pdf
- World Bank and Results for Development Institute (R4D). 2015. "Meeting the Global Goals for Malnutrition: How Much Will it Cost, and Who Will Pay?" Preliminary results presented at the Third International Conference on Financing for Development, Addis Ababa, Ethiopia

Remerciements

Nous remercions nos collègues des 30 pays participants, y compris les points focaux de gouvernement SUN et les experts des secteurs gouvernementaux, les agences des Nations Unies, les organisations non gouvernementales internationales et nationales, les universités et les instituts de recherche. Ils ont démontré un engagement incroyable dans le partage, l'examen et le travail sur les données préliminaires

Pour l'analyse, Komal Bhatia, Emma Asciutti, Anna Ferreira de Fonseca, Marina Schkot (IDS). Pour l'accès aux données budgétaires de gouvernement : Richard Watts (DI). Pour la coordination avec les pays, l'accès aux données et leur confirmation : Delphine Babin-Pellier, Alam Khattak, Fanny Granchamp, Paola Victora, Thahira Mustafa et Ounfanatt Edui (pour l'analyse budgétaire sexospécifique)

Les co-auteurs dans le prochain rapport de synthèse sont : Patrizia Fracassi, Clara Picanyol, Edwyn Shiell, Hilary Roger, Helen Connolly, Hugh Bagnall-Oakeley, Louis-Marie Poitou, Mary D'Alimonte, Jakub Jan Kakiemek, Shaoyu Lin, Sasha Lamstein, Shan Shoe-Lin, Thuy Nguyen, Vagn Mikkelsen, William Knetchel, et Jonathan Steffen (éditeur).

Édition, aperçu et conception : Thuy Nguyen